

**TENERGIE GESTION**  
**Arteparc – Bâtiment A**  
**Lieu-dit Plan de fabrique**  
**13710 Fuveau**

## ATTESTATION D'ASSURANCE

**Concerne :** ASSURANCE Multirisques Photovoltaïque (MPV) - N° 834763  
ASSURANCE Responsabilité Civile Exploitation (RCE) – N° 834761

**Assuré :** HYGIE SOLAIRE

**Activité assurée :** Exploitation d'une centrale photovoltaïque pour production et vente d'électricité.

**Risque assuré :**

Hygie Solaire - ENPC  
Cité Descartes, 6-8 Avenue Blaise Pascal  
77420 - CHAMPS SUR MARNE

**Puissance totale :** 165,00 kWc

Valeur assurée en dommages : 157 000,00 € / Franchise 20 000 €  
Valeur assurée en pertes de recettes : 70 780,00 € / Franchise 20 jours  
Risques Locatifs : 600,00 €

**Période de garantie :** du 01/01/2024 au 31/12/2024

Nous soussignés Société d'Assurances GOTHAER, Direction pour la France, 2 Quai Kléber, 67000 STRASBOURG, certifions par la présente que TENERGIE GESTION a souscrit auprès de notre Compagnie une police Multirisques Photovoltaïque (MPV) N°834763 et une police Responsabilité Civile Exploitation (RCE) N°834761.

**Garanties accordées au titre du contrat Multirisques Photovoltaïque :**

- Bris de Machines
- Incendie, Foudre, Explosion
- Attentats Vandalisme
- Vol
- Tempête Neige Grêle
- Perte de Recettes
- Catastrophes naturelles (loi 82-600)

**Garanties accordées au titre du contrat Responsabilité Civile Exploitation :**

- Responsabilité Civile Exploitation
- Défense et Recours

**La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit, elle est valable dans les seules limites des capitaux, conditions de garanties, franchises et exclusions de la police précitée sous réserves des possibilités de suspension ou de résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par le contrat précité.**

Fait à Strasbourg, le 26 mars 2024 pour servir et valoir ce que de droit,

POUR LA SOCIETE

**Monsieur Philippe Lacarelle**  
**SAS Hygie Solaire**  
Immeuble Le Kiaora  
50-52 avenue Chanoine Cartellier  
69230 Saint Genis Laval

Paris, le 7 octobre 2010

**LRAR N°1A 042 847 5434 5**

N/REF: FG/SB/10-568

Interlocuteur : François Girardin

☎ 01 58 22 28 48

**OBJET :** **Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC) – Opération « Descartes + »**  
Notification de la Concession d'études, de travaux, de maintenance et d'exploitation d'une centrale photovoltaïque en couverture du bâtiment DESCARTES + (lot 13) et de l'OS de démarrage des prestations  
Marché n°10ENPCTRX13

Monsieur,

*Veillez trouver ci-joint à titre de notification une copie certifiée conforme à l'original de la concession pour la construction du bâtiment DESCARTES+, ainsi que l'ordre de service n°01 de démarrage des prestations d'études et de travaux.*

*Le contrat a pour objet la concession d'études, travaux, maintenance et exploitation d'une centrale photovoltaïque en couverture du bâtiment « DESCARTES+ » de l'ENPC à Marne la vallée.*

*Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.*

*Pour le Groupement H4/AURIS  
agissant au nom et pour le compte de  
l'Ecole nationale des ponts et chaussées.*

**Dominique Prost**

**Directeur de Projets**

PJ : Pièces citées.

Copie : ENPC – Monsieur Kremer  
AURIS – Madame Rémy  
Atelier Roche & Associés – Messieurs Haase et Brochier  
BRM – Madame Artigues  
H4 – Monsieur Ravaux

## ORDRE DE SERVICE N°1

*Ecole nationale des ponts et chaussées*

*6 et 8 avenue Blaise Pascal*

*Cité Descartes - Champs sur Marne*

*77455 Marne la Vallée Cedex*

*OPERATION : Projet DESCARTES +*

*Concession d'études de travaux, de maintenance et d'exploitation d'une centrale photovoltaïque en couverture du bâtiment DESCARTES +*

**Lot n°13**

**Marché n°10ENPCTRX13**

**Titulaire : SAS HYGIE SOLAIRE**

**Objet de l'Ordre de Service : LANCEMENT DES PRESTATIONS, ETUDES ET TRAVAUX**

L'entreprise est invitée à commencer l'exécution des prestations (étude et travaux) du contrat de concession du 20 septembre 2010, selon le planning de l'annexe C5.

Les travaux de construction tous corps d'état du projet DESCARTES + ont débuté en date du 26 juillet 2010 (notification des ordres de services aux entreprises de constructions)

**Documents cités :** Concession, études et travaux, de maintenance et d'exploitation d'une centrale photovoltaïque en couverture du bâtiment DESCARTES +.

**Délais d'exécution des prestations :** selon contrat de concession et calendrier d'exécution des études et des travaux tous corps d'état en annexe.

**Notification :**

Le Directeur Général Délégué de H4, agissant au nom et pour le compte de l'Ecole nationale des ponts et chaussées déclare avoir adressé à l'entreprise **SAS HYGIE SOLAIRE** le 7 octobre 2010, l'original de l'ordre de service en date du 7 octobre 2010

Fait à Paris le 7 octobre 2010

**Jean François Heu**

**Directeur Général Délégué**

Accusé de réception

Je soussigné

Représentant

Déclare avoir reçu le présent ordre de service et en avoir pris connaissance sans réserves.

**Date**

**Signature**

**COPIE CONFORME  
A L'ORIGINAL**



## **Projet Descartes+**

Document réalisé par

**TERRE.ECO**

24 bis bd de la Chantourne  
Immeuble le Président  
38706 LA TRONCHE

Tél. : 04.38.24.04.80

Fax. : 04.76.18.02.76

[secretariat@terre-eco.com](mailto:secretariat@terre-eco.com)

**TERRE.ECO**

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

**CONCESSION D'ÉTUDES, DE TRAVAUX, DE MAINTENANCE ET  
D'EXPLOITATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE EN  
COUVERTURE DU BÂTIMENT DESCARTES+**

**VERSION CCTP**

## CONCESSION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC),  
représentée par monsieur Philippe Courtier, Directeur  
adresse : 6 et 8 av. Blaise Pascal - Cité Descartes Champ sur Marne  
77455 MARNE LA VALLEE CEDEX 2,

ci-après dénommé le concédant

D'UNE PART

ET

- La société SAS HYGIE SOLAIRE,  
au capital social de 37 000 €,  
dont le siège social est Immeuble LE KIAORA – 50-52 Av Chanoine Cartellier – 69230 –  
SAINT GENIS LAVAL, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de LYON ,  
sous le numéro 50385968800015  
Représentée par Monsieur Frédéric LACARELLE,

ci-après dénommé le concessionnaire

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

### ➤ Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet la concession par le concédant au concessionnaire du financement et de la réalisation des études, travaux, maintenance et exploitation d'une centrale photovoltaïque en couverture du bâtiment « Descartes+ » de l'ENPC à Marne la Vallée.

### ➤ Article 2 - Définition du contrat

2.1. Le concessionnaire est chargé de :

- concevoir,
- construire,
- entretenir,

et d'exploiter la centrale photovoltaïque à ses risques et périls, conformément aux dispositions du présent contrat.

2.2. Le concessionnaire est autorisé à percevoir auprès d'EDF un prix fixé dans les conditions stipulées dans l'arrêté tarifaire du 12 janvier 2010 fixant les conditions d'achat de l'électricité pour les installations utilisant l'usage du soleil visées au 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 2 du décret 2000-1196 du 6 décembre 2000, destiné à couvrir les charges d'investissement et d'exploitation ainsi que la redevance qu'il devra supporter, laquelle sera définie en fonction de la durée de concession déterminée à l'article 4.

2.3. Le concédant conserve le contrôle du service\* et doit obtenir du concessionnaire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

2.4. Le concessionnaire est responsable des études, travaux et ouvrages qu'il entreprend et de l'exploitation du service qu'il assure, ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient en résulter, conformément aux dispositions du présent contrat.

\* On entend par « service » celui consistant en la production d'électricité photovoltaïque, et sur lequel le concédant conserve un contrôle au sens d'un droit de regard en vue de la préservation de ses intérêts.



➤ *Article 3 - Règles générales d'utilisation*

3.1. Le concessionnaire du service s'engage à entretenir l'ouvrage correspondant pour garantir un niveau de productivité défini dans le cahier de prescriptions techniques et à l'exploiter conformément au présent contrat et à la convention d'occupation du domaine public jointe en annexe A.

3.2. La vocation de l'ouvrage est la production d'électricité photovoltaïque. Le concessionnaire doit prioritairement affecter les installations et équipements concédés à cette vocation.

3.3. En dehors de ces utilisations prioritaires, le concessionnaire a le droit d'exploiter gratuitement directement ou indirectement tout ou partie de la centrale photovoltaïque pour fournir à des laboratoires les données et résultats d'exploitation, ceci après accord préalable du concédant, et en cohérence avec son plan de communication. Tout autre usage devra être soumis à l'accord préalable du concédant.

3.4. Il doit veiller à ce que les activités organisées de façon accessoire ne nuisent pas directement ou indirectement ni à l'organisation ni à l'image des activités prioritaires ci-dessus définies.

➤ *Article 4 - Durée*

La présente convention est conclue pour une durée déterminée de **20 ans** à compter de la date de la signature de la convention.

Elle ne peut être reconduite tacitement.

Elle peut néanmoins être prolongée :

- a) pour une durée maximale d'un an pour un motif d'intérêt général,
- b) lorsque le concessionnaire a été chargé de réaliser pour la bonne exécution du service ou pour étendre son périmètre d'intervention, par le concédant, des investissements matériels non prévus au contrat initial et qui ne pourraient pas être amortis pendant la durée initialement prévue de la présente convention.

## **I. Mise à disposition**


### **A. Périmètre**

➤ *Article 5 - Périmètre du service*

5.1. La surface d'assiette de la concession est constituée de la toiture, de ses accès et des locaux techniques décrits en annexe C1. Elle est mise à la disposition du concessionnaire pendant toute la durée de la concession.

5.2. La remise de cette surface d'assiette donne lieu à l'établissement d'un procès verbal et d'un référé préventif à réception des travaux auxquels sont joints les états descriptifs et tous les plans nécessaires pour définir les limites et la consistance de la concession.

A compter de l'établissement de ces référé et procès-verbal, le concessionnaire est redevable, quel qu'en soit le redevable légal, de l'ensemble des impôts, taxes et redevances de toute nature y afférant. Il est rappelé au concessionnaire qu'il intervient dans le cadre d'un marché tous corps d'état : à ce titre, durant la phase de travaux, de réception et de parachèvement, il doit en respecter toutes les règles, les droits et les devoirs (cf. annexes C4 et C5).

  
P.C.

5.3. Le concessionnaire reconnaît par la signature du procès-verbal et du référé préventif, avoir une complète connaissance de la toiture, de ses accès, des locaux techniques ainsi que des installations et ouvrages existants et renonce à toute réclamation à ce sujet envers le concédant, même pour vices cachés ou toute autre cause.

5.4. Le concessionnaire s'engage à réaliser l'ensemble des travaux prévus dans la concession, dans le respect de la réglementation en vigueur et des règles de l'art.

5.5. Le concessionnaire réalise toutes les démarches nécessaires en vue d'obtenir, de toutes les autorités compétentes, les autorisations nécessaires, relatives à l'implantation des ouvrages et à leur exploitation.

5.6. Le concédant apporte son appui au concessionnaire dans l'accomplissement de ces démarches sans que cette assistance puisse limiter la responsabilité exclusive, pleine et entière du concessionnaire.

## **B. Ouvrages et biens existants**

### **➤ Article 6 - Ouvrages et biens existants**

6.1. L'ensemble des ouvrages et biens d'exploitation dont la liste figure en annexe C2 est mis à la disposition du concessionnaire.

6.2. Un inventaire des ouvrages et biens d'exploitation fixés au premier alinéa du présent article est établi contradictoirement au plus tard 7 jours après la réception des ouvrages.

6.3. Cet inventaire précise notamment la situation juridique des biens et leur état.

6.4. Le concessionnaire prend les biens et équipements d'exploitation décrits à l'alinéa 1 dans l'état où ils se trouvent et qu'il déclare bien connaître, sans aucun recours contre le concédant pour quelque motif et à quelque moment que ce soit. Le concessionnaire reconnaît pouvoir exiger aucuns travaux ou réparation autres que ceux expressément mis à la charge du concédant par la présente convention.

6.5. Dans un délai de 7 jours à compter de cet inventaire, le concessionnaire propose au concédant tout complément ou correctif d'inventaire.


## **II. Réalisation de la concession**

### **A. Ouvrages**

#### **➤ Article 7 - Description des ouvrages**

7.1. Les ouvrages à réaliser sont :

- La fourniture et la pose de la structure secondaire de toiture permettant la fixation des modules photovoltaïques.
- La fourniture, la pose et le raccordement des modules photovoltaïques.
- Les liaisons entre les modules photovoltaïques et les onduleurs.

  
P.C.

4  
15/02/2010  
Mis à jour le 26/04/2010  
Mis à jour le 28/07/2010  
Mis à jour le 03/08/2010 et le 30/08/2010

- La fourniture, la pose et le raccordement des onduleurs.
- La fourniture, la pose et le raccordement des armoires électriques.
- La fourniture, la pose et le raccordement du câble de puissance entre les onduleurs et le point de livraison.
- La prise en charge des frais d'installation du point de livraison par ERDF.
- La fourniture et pose des liaisons équipotentielle et des protections contre la foudre.
- Les essais, les attestations de conformité, la mise en service et l'exploitation du système photovoltaïque.
- Ainsi que la fourniture, la pose et le raccordement d'un système de transmission des données de production vers la GTB.

7.2. L'ensemble de ces ouvrages doit être réalisé en conformité avec les annexes C4 et C5 qui contiennent un CPT, un CCTP, un ensemble de plans et coupes, et qui sert de cadre dans lequel avant-projets et projets d'exécution sont établis.

#### ➤ Article 8 - Financement des ouvrages

8.1. Le concessionnaire assure la part de financement suivante des dépenses occasionnées par la réalisation des ouvrages : **510 549 € H.T.**<sup>1</sup>

8.2. Le coût global est évalué par le concessionnaire à **680 549 € H.T.**<sup>2</sup>, en valeur du 1<sup>er</sup> juillet 2010<sup>3</sup>, y compris le raccordement de l'ouvrage au réseau ERDF.

8.3. La part de réalisation des ouvrages dont le concessionnaire n'assure pas le financement est de **170 000 € HORS TAXES (PLUS TVA à 19,6 %, taux actuellement en vigueur)**<sup>4</sup>. Cette part est assurée par le concédant au titre d'une participation sans modification ni réduction de la maîtrise d'ouvrage, de la réalisation et de l'exploitation des ouvrages concernés qui restent dans le cadre général de l'objet de la convention. Cette part est versée selon l'échéancier en annexe D du présent document.

8.4. Au cas où des emprunts seraient contractés, ils devront être totalement amortis au terme de la présente convention.

8.5. Un plan de financement établi par le concessionnaire est joint à la présente convention en annexe B. Il fait apparaître en particulier le montant de chaque annuité financière ainsi que le montant et les modalités de l'éventuelle participation du contractant telle que décrite à l'article 8 alinéa 3 de la présente convention.

#### ➤ Article 9 - Financement - participation du concédant

9.1 Emprunts :

9.1.1. Le concédant ne peut souscrire un emprunt pour le compte du concessionnaire.

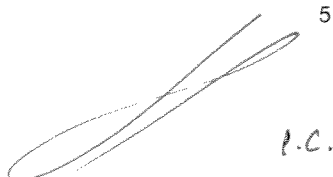
9.1.2. Le concédant ne garantit pas les emprunts souscrits par le concessionnaire.

<sup>1</sup> A compléter obligatoirement

<sup>2</sup> A compléter obligatoirement

<sup>3</sup> A confirmer

<sup>4</sup> Le cas échéant.

  
P.C.



➤ *Article 10 - Approbation des plans et documents techniques*

10.1. Le concessionnaire est responsable de l'établissement des avant-projets en conformité avec le calendrier joint en annexe C5.

10.2. Le concessionnaire soumet au concédant en vertu du calendrier joint en annexe C5, l'ensemble des avants projets, projets et plans d'exécution pour approbation avant tout commencement de la réalisation des travaux.

10.3. Le concédant dispose d'un délai de 15 jours calendaires, à compter de la transmission, pour présenter ses observations.

10.4. A l'expiration de ce délai, les projets sont réputés acceptés.

10.5. L'approbation par le concédant des plans et documents techniques ne modifie en rien la responsabilité exclusive, pleine et entière du concessionnaire sur l'ensemble de ces pièces et documents.

➤ *Article 11 - Modalités d'exécution des travaux*

11.1. Les travaux doivent être exécutés dans le cadre de l'ensemble des travaux du bâtiment Descartes+, conformément aux projets et plans d'exécution approuvés et dans le respect de toutes les observations et directives données par le concédant ou l'autorité chargée du contrôle des travaux pour le compte du concédant, à savoir l'architecte et le bureau d'études Enertech.

11.2. L'organisation du chantier doit permettre un contrôle et une surveillance dans des conditions et selon une fréquence décidée par le concédant ou l'autorité qu'il a désignée.

11.3. L'approbation par le concédant ou l'autorité qu'il a désignée de tout ou partie des travaux ne limite en rien la responsabilité exclusive, pleine et entière du concessionnaire.


11.4. En particulier, toutes vérifications et essais nécessaires doivent être réalisés par le concessionnaire sous sa seule responsabilité, et il doit, à ses frais, recourir en temps utile, à tous les organismes, contrôleurs techniques et de certification dont les qualités et les contours de la mission doivent avoir préalablement été approuvés par le concédant ou l'autorité qu'il a désignée.

➤ *Article 12 - Sous-traitance des travaux*

12.1. Le concessionnaire doit faire réaliser les travaux par les entreprises compétentes et préalablement agréées par le concédant. Il doit respecter l'ensemble de la législation relative à la sous-traitance en vigueur ainsi que les procédures de publicité et de mise en concurrence qui s'imposent notamment si les conditions de l'article 20 de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 sont réunies.

12.2. L'agrément du concédant porte, en particulier, sur les capacités financières et techniques des entreprises ainsi que sur l'adéquation des clauses et conditions principales des contrats conclus entre le concessionnaire et ces entreprises, et les termes de la présente convention.

12.3. Cet agrément du concédant ne limite en rien la responsabilité du concessionnaire qui demeure seul responsable envers le concédant de l'ensemble des obligations résultant de la

  
P.C.

présente convention.

12.4. Le concessionnaire est tenu personnellement responsable de tout le contentieux qui pourrait survenir dans le cadre de cette sous-traitance.

12.5. Le sous-traitant ne peut lui-même sous-traiter sans l'accord préalable, exprès et écrit du concédant.

➤ *Article 13 - Délai*

13.1. Le concessionnaire est tenu de respecter le calendrier contractuel fixé en annexe C5. Ce planning tient compte des aléas administratifs et techniques raisonnablement prévisibles.

13.2. En cas de non-respect de la date de commencement des travaux ou d'une des dates d'échéance fixées par le concédant, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai fixé au CCAP à compter de la délivrance de la mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, le concédant a le droit de résilier le présent contrat aux torts et griefs du concessionnaire, dans les conditions prévues à l'article 61 du présent contrat.

13.3. Le concessionnaire s'engage à mettre en service l'ouvrage :  
dans le délai prévu au calendrier (cf. annexe C5).

➤ *Article 14 - Imprévus, désordres, troubles*

14.1. Le concessionnaire ne peut élever contre le concédant aucune réclamation à l'occasion de l'exécution de travaux afférents à des découvertes, des imprévus ainsi qu'à toutes sujétions de quelque nature que ce soit, et notamment liées à l'environnement.

14.2. Le concessionnaire ne peut élever aucune réclamation envers le concédant à raison des désordres ou travaux de toute nature afférents aux voies et services publics se situant aux alentours de la concession, ou susceptibles d'affecter son fonctionnement. Il en va de même pour les troubles de toute nature liés à des mesures temporaires d'ordre et de police.

➤ *Article 15 - Indemnisation des tiers*

15.1. Le concessionnaire assume seul la responsabilité tant envers le concédant qu'envers les tiers, sauf recours de sa part contre qui de droit, à l'exception du concédant, de tous les dommages qui peuvent être causés par la suite de l'étude et de la réalisation, ou des modifications des ouvrages.

15.2. Les indemnités et indemnisations éventuelles sont à sa charge exclusive.

➤ *Article 16 - Réception des travaux*

16.1. Immédiatement après l'achèvement des travaux et avant tout prononcé de réception des travaux entre le concessionnaire et les entreprises chargées de la réalisation des travaux, le concessionnaire réalise à ses frais un état des lieux des ouvrages existants (objet du référé préventif) et de ceux afférant à la concession contradictoirement avec le concédant.

16.2. Dans le cas où le concédant estime que les conditions du prononcé de la réception des



travaux entre le concessionnaire et les entreprises ne sont pas réunies, le concessionnaire doit refuser la réception.

16.3. Après réalisation des travaux nécessaires, le concédant et le concessionnaire procèdent à un nouvel état des lieux.

16.4. En cas de réserves émises par le concédant, le concessionnaire doit les mentionner lors de la réception des travaux entre lui-même et les entrepreneurs.

16.5. A défaut de respecter ces dispositions, la responsabilité du concessionnaire se trouve engagée vis-à-vis du concédant qui peut de sa seule initiative résilier la présente convention aux torts et griefs du concessionnaire.

➤ *Article 17 - Acceptation de l'ouvrage*

17.1. L'achèvement de l'ouvrage fait l'objet d'un procès-verbal d'acceptation des ouvrages existants et des travaux par le concédant et d'un état des lieux contradictoirement effectué par le concédant et le concessionnaire.

17.2. Préalablement à ces opérations, le concessionnaire fournit au concédant l'ensemble des documents de récolement nécessaires à la bonne connaissance des ouvrages.

➤ *Article 18 - Mise en service - ouverture au public*

L'acceptation des travaux par le concédant en cette qualité ne préjuge en rien de l'autorisation de mise en service, d'ouverture au public, des ouvrages par les autorités compétentes.

➤ *Article 19 - Ouvrages non prévus*

19.1. Ouvrages demandés par le concédant :

19.1.1. Le concédant, dans l'intérêt public, dispose à tout moment du droit d'ordonner la réalisation d'ouvrages annexes ou complémentaires, ainsi que toutes modifications aux ouvrages projetés, en cours ou existants, afin d'assurer le meilleur fonctionnement des installations concédées dans le respect de la réglementation en vigueur.

19.1.2. Si ces obligations sont de nature à bouleverser l'économie du contrat, les deux parties se rapprochent afin de prendre toute mesure utile, notamment en ce qui concerne la durée du contrat et ses conditions financières.

19.1.3. En cas de désaccord, les dispositions de l'article 51 relatif au règlement amiable des litiges s'appliquent.

19.2. Ouvrages proposés par le concessionnaire :

19.2.1. Le concessionnaire peut proposer au concédant la réalisation de travaux non compris dans le projet initial.

19.2.2. Le concédant se réserve le droit de refuser la réalisation de tels ouvrages, s'il estime qu'ils ne sont pas nécessaires ou utiles, ou si son intérêt le commande.

19.3. La prise en charge par le concessionnaire des travaux d'extension nécessite la négociation d'un nouveau contrat ou d'un avenant à la présente convention<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Si le montant des travaux dépasse 5 % du montant total de la concession, il y aurait lieu d'appliquer la procédure prévue à l'article 49-1 de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifié.



P.C.

## B. Valorisation

### ➤ Article 20 - Définition

Est appelée dans la présente convention, valorisation, tout aménagement, notamment défini à l'article 21, qui donne aux ouvrages et installations concédés, dont la liste figure en *annexe*

- une meilleure présentation,
- un meilleur cadre,
- un meilleur accueil,
- etc.,

pour favoriser la réalisation de l'objet du service concédé.

### ➤ Article 21 - Nature des travaux à réaliser

21.1. Le concessionnaire s'engage à réaliser l'ensemble des travaux et la part des investissements définis à l'article 8.1 nécessaires à la valorisation des ouvrages et équipements concédés dont la liste figure en annexe C2.

21.2. Il soumet à l'approbation du concédant un projet détaillé de travaux et investissements ainsi qu'un calendrier compatible avec l'activité économique de l'opération.

21.3. Tout nouvel investissement dans les ouvrages concédés devra faire l'objet d'un accord préalable du concédant, et d'un avenant à la présente convention définissant ses modalités notamment financières.

### ➤ Article 22 - Financement des travaux<sup>6</sup> de valorisation

22.1. Participation du concédant 20%<sup>7</sup>.

22.2. Participation du concessionnaire 80%<sup>8</sup>.

## III. Conditions d'exploitation

### ➤ Article 23 - Principes généraux

23.1. Dans le cadre du présent contrat, le concessionnaire s'engage à développer une politique d'exploitation du service concédé conforme à sa vocation définie à l'article 2 du présent contrat et de nature à favoriser un large accès au public.

23.2. L'exploitation du service se fait en conformité avec la convention d'occupation du domaine public en annexe A.

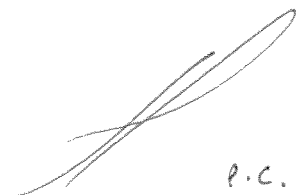
23.3. Le concédant dispose à tout moment du droit d'imposer au concessionnaire de nouvelles obligations ou restrictions de service au titre de la concession et de modifier les obligations qui pèsent sur le concessionnaire afin d'assurer le meilleur service.

---

<sup>6</sup> Selon les cas.

<sup>7</sup> A compléter

<sup>8</sup> A compléter



P.C.

23.4. Si ces obligations sont de nature à bouleverser l'économie du contrat, les parties se rapprochent afin de prendre toutes mesures nécessaires, notamment financières.

23.5. En cas de désaccord, les dispositions de l'article 51 relatif au règlement amiable des litiges s'appliquent.

➤ *Article 24 - Obligations du service*

24.1 Ouverture : voir convention d'occupation du domaine public.

24.2. Surveillance : voir convention d'occupation du domaine public.

24.3. Prescriptions techniques — normes d'exploitation : voir convention d'occupation du domaine public.

24.4. Politique de communication : voir convention d'occupation du domaine public.

➤ *Article 25 - Continuité du service*

25.1. Le concessionnaire est tenu d'assurer la continuité du service pendant la durée de la concession qui lui a été confiée.

25.2. Tout arrêt technique, ou pour quelque cause que ce soit, supérieur à 2 semaines, devra être prévu en accord avec le concédant.

25.3. Le concédant devra être informé immédiatement et par écrit de tout arrêt, quelle qu'en soit la cause, supérieur à 2 semaines, qui n'aurait pu être prévu.

25.4. En cas d'arrêt du service, le concessionnaire pourra voir sa responsabilité recherchée dans les conditions prévues aux articles 42 et 47 de la présente convention, sauf dans les hypothèses suivantes :

— destruction totale des ouvrages,

— arrêt du service dû à un manquement du concédant à l'une quelconque des obligations de faire ou de ne pas faire lui incombant au titre de la présente convention et présentant pour le concessionnaire un caractère de force majeure.

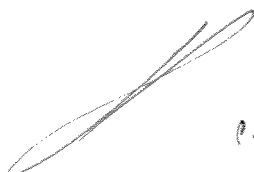
— événement extérieur, indépendant de la volonté du concessionnaire, imprévisible et qui rend impossible la poursuite de l'exécution du contrat.

➤ *Article 26 - Conventions passées par le concessionnaire*

26.1. A la date d'effet du présent contrat, le concessionnaire reprend toutes les obligations contractées par le concédant, pour la gestion du service, que celui-ci lui a fait connaître.

26.2. Le concessionnaire a la faculté de conclure avec des tiers, des sous-traités de concession pour l'exploitation des équipements, activités et installations situés dans le périmètre de la concession sous réserve d'en fournir la liste en annexe à la convention d'occupation du domaine public et/ou de la présente convention.

26.3. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas aboutir à ce que le concessionnaire ne s'assure pas personnellement de la mise en œuvre et n'assure par la coordination de l'exécution et du contrôle complet de l'ensemble des services concourant au bon fonction-



P.C.

nement de l'ensemble de la concession.

26.4. Les conventions conclues avec les exploitants ou prestataires dans les conditions du présent article ne peuvent entrer en vigueur qu'après leur approbation écrite par le concédant. Le refus d'approuver un contrat ou d'accepter un sous-traitant ne peut être fondé que sur des considérations techniques et financières. Les mêmes considérations peuvent justifier à tout moment le retrait de l'acceptation des sous-traitants.

26.5. Le concessionnaire garde, en toutes circonstances, la responsabilité totale vis-à-vis du concédant de la parfaite réalisation des obligations qu'il a souscrites au titre de l'exploitation. Il ne peut en aucun cas se prévaloir de la mauvaise exécution du sous-traitant pour s'exonérer de ses obligations envers le concédant, l'acceptation du tiers considéré demeurant sur ce point indifférente.

#### ➤ *Article 27 - Règlement*

27.1. Le concessionnaire établit le projet de règlement intérieur qui fixe les principales dispositions relatives au fonctionnement du service. Il est destiné à assurer un meilleur service aux usagers.

27.2. Le règlement intérieur est soumis à l'approbation du concédant au moins 15 jours calendaires avant la mise en service.

27.3. Il est affiché par les soins du concessionnaire aux diverses entrées.

27.4. Le règlement intérieur sera fourni par le concédant et annexé au présent contrat et à la convention d'occupation du domaine public).

27.5. Toute modification ultérieure doit être soumise à l'approbation du concédant.

27.6. Le règlement fixant les conditions de sécurité et d'évacuation est soumis aux mêmes dispositions d'approbation et d'affichage que le règlement intérieur.

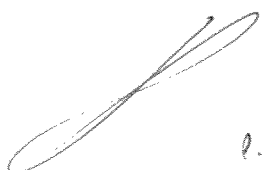
27.7. Le plan de cheminement du public et des véhicules à l'intérieur de l'enceinte du bâtiment Descartes+ est à la charge du concessionnaire.

#### **IV. Entretien**

##### ➤ *Article 28 - Entretien du matériel et des installations, réparation, réfection.*

28.1. Tous les ouvrages, équipements, installations et matériels : situés dans le périmètre de la concession et/ou nécessaires à la bonne marche de l'exploitation sont entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du concessionnaire et à ses frais.

28.2. Le remplacement, la réfection ou la réparation des ouvrages ou équipements détériorés ou disparus sont exécutés dès lors que le défaut en est constaté. Le concessionnaire s'oblige notamment à réparer immédiatement, sauf recours ultérieur contre les auteurs des dégâts et sous réserve des textes en vigueur, toutes détériorations qui peuvent être commises sur le parc immobilier ou mobilier de la concession.



P.C.

➤ *Article 29 - Travaux de renouvellement*

29.1. Les travaux de renouvellement sont à la charge du concessionnaire.

29.2. Les travaux de renouvellement sont réalisés conformément aux dispositions du plan de renouvellement établi par le concessionnaire et approuvé par le concédant. Le plan de renouvellement est établi dans la convention d'occupation du domaine public jointe en annexe à la convention.

➤ *Article 30 - Exécution d'office*

30.1. Faute par le concessionnaire de pourvoir à l'entretien des ouvrages et installations du service public, le concédant peut faire procéder aux frais et charges du concessionnaire à l'exécution des travaux nécessaires au fonctionnement du service, après une mise en demeure, réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée en tout ou partie infructueuse dans un délai de 30 jours calendaires à compter de sa réception par le concessionnaire.

30.2. En cas de mise en danger des personnes, telles qu'elle est définie à l'article 223-1 du Nouveau Code Pénal, le concédant est habilité à intervenir sans délai, sans préjudice des poursuites pénales éventuellement ouvertes.

## **V. Régime du personnel**

➤ *Article 31 - Régime du personnel*

31.1. Dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la date où le service concédé aura commencé à fonctionner avec un personnel approprié aux besoins, le concessionnaire devra communiquer au concédant la convention collective applicable ainsi que la liste du personnel.

31.2. Tous les trimestres à compter de la date où le service concédé aura commencé à fonctionner, le concessionnaire communique au concédant la liste du personnel affecté à l'exploitation.

## **VI. Conditions financières**

➤ *Article 32 - Redevance pour occupation du domaine public*

32.1. La redevance globale et forfaitaire pour l'ensemble de l'installation due à la collectivité par le concessionnaire pour occupation du domaine public du concédant pour les ouvrages de la concession est fixée en fonction des conditions d'achat de l'électricité objet des articles 1 à 8 et de l'annexe 1 de l'arrêté tarifaire du 12 janvier 2010, selon les règles d'éligibilité définies en annexe 2 de cet arrêté, pour la première année d'exploitation à : 1 € H.T<sup>9</sup>

32.2. Indexation des tarifs : Cette indexation s'effectue à chaque anniversaire de la prise d'effet du contrat d'achat par l'application du coefficient L défini dans l'arrêté tarifaire du 12 janvier 2010.

---

<sup>9</sup> A compléter



32.3. Paiement de la redevance : La 1<sup>ère</sup> échéance sera une redevance annuelle fixée dans l'article 32.1. Elle sera versée par le concessionnaire lors de la signature de la présente convention.

Les années suivantes, la redevance sera payée annuellement jusqu'à concurrence du nombre de versement équivalent à la durée totale, avenant(s) compris, de la concession et de la convention d'occupation du domaine public.

Le montant de la redevance sera versé par le concessionnaire à l'ENPC à terme échu au jour de la signature de la concession.

En cas de défaut de paiement, une pénalité de 100 €/jour calendaires de retard sera applicable.

En cas de retard non imputable au concessionnaire sur le calendrier d'exécution des ouvrages supports de l'installation, le paiement de la redevance sera suspendu pendant un délai équivalent à ce retard. La durée de la convention sera également prolongée suivant les mêmes modalités.

➤ *Article 33 - Révision des conditions financières*

33.1. L'ensemble des conditions financières est soumis à réexamen sur production par le concessionnaire des justifications nécessaires, notamment si le montant des impôts et redevances à la charge du concessionnaire varie de façon significative ou dans tout autre cas de nature à bouleverser l'économie générale du contrat.

33.2. A défaut d'accord, cette révision a lieu dans les conditions prévues à l'article 51 du présent contrat relatif au règlement amiable des litiges.

➤ *Article 34 - Régime fiscal*

Tous les impôts et taxes, quels qu'ils soient, liés à la réalisation et à l'exploitation du service, établis par l'Etat, le département ou la commune sont à la charge du concessionnaire; quel qu'en soit le redevable légal.

➤ *Article 35 - Frais d'établissement de la présente convention*

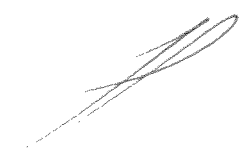
Tous les droits éventuels de timbre, d'enregistrement et de publication auxquels donnent lieu la convention et ses suites sont à la charge du concessionnaire.

## **VII. Comptabilité**

➤ *Article 36 - Comptes rendus*

36.1. Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques de la présente convention, le concessionnaire produit chaque année, dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'exercice considéré, un compte rendu technique et un compte rendu financier.

36.2. Pour permettre le contrôle de la qualité du service qui est confié au concessionnaire, celui-ci fournit au concédant un rapport comportant l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation de cette qualité et de son évolution vis-à-vis des années antérieures et des estimations prévisionnelles de la première année.





36.3. Le dernier jour de l'exercice est fixé la veille de la date anniversaire de la signature de la convention.

36.4. Le concessionnaire devra en particulier à l'aide de ces documents mettre en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières de l'exploitation sont remplies.

36.5. La non-production de ces comptes-rendus constitue une faute contractuelle, sanctionnée dans les conditions définies à l'article 57 de la présente convention.

36.6. Le concédant a le droit de contrôler les renseignements qui lui sont ainsi donnés dans les conditions prévues à l'article 41 de la présente convention.

➤ *Article 37 - Compte rendu technique*

37.1. Au titre du compte rendu technique, le concessionnaire doit fournir pour l'année écoulée au moins les indications suivantes :

- l'évolution générale de l'état des matériels et équipements exploités,
- l'évolution de la productivité,
- les modifications éventuelles de l'organisation du service,
- les travaux d'entretien et de renouvellement,
- etc.

37.2. Des justificatifs pourront être demandés par le concédant.

➤ *Article 38 - Compte rendu financier*

38.1. Un compte prévisionnel d'exploitation pour la durée du contrat, établi par le concessionnaire et approuvé par le concédant, est annexé à la présente convention.

38.2. Un compte d'exploitation retraçant l'ensemble des opérations afférentes à l'exécution de la mission de service public confiée au concédant est établi pour chaque exercice.

38.3. Ce document rappelle les conditions économiques générales de l'année d'exploitation.

38.4. Un compte prévisionnel est établi par le concessionnaire à la fin de chaque exercice pour l'exercice suivant. Il retrace notamment l'ensemble des dépenses et recettes prévisionnelles. Il est soumis à l'approbation du concédant dans le mois qui suit son établissement et au plus tard 30 jours calendaires après le début de l'exercice concerné.

38.5. Le concessionnaire produit également les comptes de l'exploitation du service concédé. Le solde de ce compte fait apparaître l'excédent ou le déficit d'exploitation.

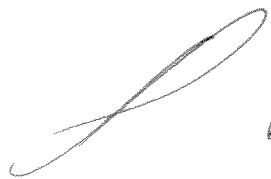
➤ *Article 39 - Comptes*

39.1. Les activités de la concession font l'objet d'une comptabilité séparée.

39.2. Avant le 30<sup>ème</sup> jour calendaire de chaque année, le concessionnaire remet au concédant dans les formes prescrites par celui-ci, le compte de résultat, le tableau de financement et l'état du fonds spécial de réserve de la concession, établis pour l'exercice précédent.

39.3. Le concessionnaire est tenu de communiquer au concédant les pièces comptables, les registres et tous autres documents justificatifs nécessaires au contrôle de l'exploitation.

39.4. Les sous-traitants autorisés peuvent être soumis aux mêmes obligations sur demande du



P. C.

concedant.

➤ *Article 40 - Amortissements et provisions*

40.1. Pendant toute la durée de la concession et en application de la législation en vigueur, le concessionnaire constitue chaque année les amortissements et les provisions nécessaires pour mener à bien, en temps utile, les travaux de gros entretien et de remise en état indispensables aux ouvrages concédés et le renouvellement de ces derniers et de tous les équipements et installations, ainsi que la réparation des dommages subis ou causés.

40.2. Elles doivent lui permettre d'assurer dans des conditions normales l'entretien des ouvrages, équipements et installations de telle sorte qu'à l'issue de la concession, ces ouvrages, équipements et installations soient remis au concedant en parfait état de fonctionnement.

➤ *Article 41 - Contrôle du concedant*

41.1. Le concedant a le droit de contrôler les renseignements donnés par le concessionnaire tant dans les comptes-rendus que dans les comptes d'exploitation.

41.2. A cet effet, ses agents accrédités peuvent se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification.

41.3. L'accès à l'affichage de la production atteinte et la fourniture de la justification de l'atteinte des objectifs constituent une obligation contractuelle du concessionnaire afin que les agents accrédités par le concedant puissent procéder à toute vérification utile, sur pièce et sur place, pour s'assurer que le service est exploité dans les conditions prévues à la présente concession et à la convention d'occupation du domaine public et que les intérêts contractuels du concedant sont sauvegardés.

## **VIII. Responsabilité et assurances**

➤ *Article 42 - Responsabilité - assurances*

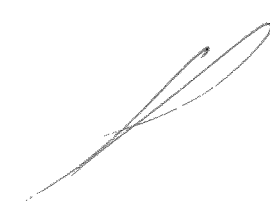
### **A. Travaux et ouvrages**

Le concessionnaire conserve pendant toute la durée du présent contrat la responsabilité du bon achèvement et de la qualité des ouvrages et travaux réalisés, sans préjudice des recours contre qui de droit.

### **B. Exploitation**

42.1. Le concessionnaire fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité du concedant ne pourra être recherchée à l'occasion de litiges provenant de la gestion du concessionnaire.

42.2. Le concessionnaire sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts, dommages de quelque nature que ce soit, causés par les équipements et matériels mis en place pour l'exploitation du service. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront ces différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.



P. C.

42.3. Les garanties individuelles ne doivent comporter aucune limitation dans les dommages causés aux personnes. Elles sont limitées à 150 000 €<sup>10</sup> par risque dans les dommages causés aux choses et aux animaux. Le montant de la garantie ci-dessus sera précisé par le concessionnaire à la signature du contrat de concession sur présentation du contrat précis qu'il aura contracté avec son assureur.

42.4. Les compagnies d'assurance auront communication de la présente convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

42.5. Les compagnies d'assurances ne peuvent se prévaloir de déchéance pour retard de paiement des primes de la part du concessionnaire que 120 jours calendaires après la notification par lettre recommandée avec accusé de réception au concédant de ce défaut de paiement. Le concédant aura la faculté de se substituer au concessionnaire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de recours contre le concessionnaire. Cette clause figurera dans le contrat d'assurance.

42.6. En cas de sinistre, l'indemnité versée par la compagnie d'assurance est intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements.

42.7. Les travaux de remise en état doivent commencer :  
— au plus tôt après le sinistre.

Ils font l'objet d'une réception dans les conditions prévues à l'article 16 de la présente convention.

#### ➤ Article 43 - Justification des assurances

43.1. Toutes les polices d'assurance devront être communiquées au concédant :

- assurance responsabilité civile,
- assurance locative et assurance dommage aux biens (risque d'incendie, de voisinage, de dégât des eaux, d'explosion, électrique et autres dangers),
- assurance pertes de recettes inférieure à 6 mois de chiffres d'affaires, le contrat de maintenance avec EVERBAT\* prévoyant un changement du matériel défectueux dans les 72 heures de la découverte de la panne technique).

43.2. Le concessionnaire lui adresse chaque police et avenant dans un délai de 10 jours calendaires à compter de leur signature, accompagnés d'une déclaration des compagnies assurant qu'elles ont effectivement disposé d'une ampliation certifiée du texte du présent contrat.

43.3. Le concessionnaire adresse tous les ans dans un délai de 10 jours à compter de leur règlement une attestation d'assurance.

43.4. Le concédant pourra exiger à toute époque la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

43.5. Cette communication n'engage en rien la responsabilité du concédant, si, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de la prime de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

<sup>10</sup> A compléter

\* La Société EVERBAT SAS, Immeuble Les Fontenelles -  
1 rue de Craiova - 92024 NANTERRE Cedex - assure pour le  
compte d'Hygie Solaire la réalisation, le télé-suivi et la maintenance  
de l'installation pour la durée de la concession.

## IX. Cautionnement, garanties

### ➤ Article 44 - Cautionnement

#### 44.1. Réalisation des travaux

44.1.1. Dans un délai de 7 jours calendaires, après la signature de la présente convention, le concessionnaire déposera soit à la Caisse des dépôts et consignations soit à la caisse du receveur municipal, une somme de **34 161 €**<sup>11</sup> qui ne pourra pas être inférieure à 5 % du montant TTC des travaux, en numéraires ou en rentes sur l'Etat, en obligations garanties par l'Etat ou en bons du Trésor, dans les conditions prévues par les lois et règlements en matière de travaux publics.

44.1.2. La somme ainsi versée formera cautionnement de l'ouvrage et sera actualisée annuellement.

44.1.3. Dès l'autorisation de réception des travaux par le concédant, ce cautionnement sera libéré si aucune observation n'a été formulée au procès-verbal entraînant des engagements financiers.

#### 44.2. Exploitation de l'ouvrage :

44.2.1. Dès l'approbation du procès-verbal de réception des travaux par le concédant, le concessionnaire déposera soit à la Caisse des dépôts et consignations soit à la caisse du receveur municipal, une somme de **5 000 €**<sup>12</sup>, en numéraires ou en rentes sur l'Etat, en obligations garanties par l'Etat ou en bons du Trésor, dans les conditions prévues par les lois et règlements en matière de travaux publics. En particulier, le cautionnement pourra être constitué d'un dépôt de titres choisis dans la liste établie à cet effet par arrêté du ministre de l'économie, avec possibilité permanente de substitution d'un titre à un autre.

44.2.2. La somme ainsi versée formera le cautionnement. S'il fournit une caution personnelle et solidaire, le concessionnaire pourra être dispensé de ce versement.

44.2.3. Sur le cautionnement seront prélevées notamment :

- les pénalités et les sommes restant dues au concédant par le concessionnaire en vertu de la présente convention,
- les dépenses faites en raison de mesures prises, aux frais du concessionnaire, pour assurer la sécurité publique, la reprise de la concession en cas de mise en régie provisoire, ou la remise en bon état d'entretien des ouvrages et équipements en fin de contrat,
- plus généralement toutes sommes dues par le concessionnaire au concédant en vertu de la présente convention.


44.2.4. Toutes les fois qu'une somme quelconque sera prélevée sur le cautionnement, le concessionnaire devra la compléter dans un délai de 7 jours calendaires. Le cautionnement sera actualisé tous les ans.

44.2.5. La non-reconstitution du cautionnement, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 30 jours calendaires, ouvrira droit pour le concédant de prononcer la déchéance du concessionnaire dans les conditions prévues à l'article 50 de la présente convention.

44.2.6. A l'expiration de la présente convention, un état des lieux contradictoire sera effectué et un procès-verbal, dans lequel les biens et ouvrages affermés, qualifiés de biens de retour au sens de l'article 57 de la présente convention, qui nécessitent une réparation, une remise en état ou une mise en conformité seront inventoriés. Le concédant prélèvera le montant nécessaire à la réalisation de ces travaux sur le cautionnement. Après imputation des autres sommes dues au titre de la présente convention, le cautionnement sera remboursé ou la caution personnelle levée.

<sup>11</sup> A compléter

<sup>12</sup> A compléter

  
p.c.

➤ *Article 45 - Garanties*

Le concessionnaire s'engage à fournir les garanties suivantes :

- garanties décennales,
- garanties légales de conformité,
- garanties légales de vices cachés,
- garanties du fabricant sur les performances minimales des panneaux.

➤ *Article 46 - Capital social*

46.1. Les fonds propres de la société concessionnaire ne peuvent être inférieurs à 150 000 € TTC. *La société concessionnaire est en train d'effectuer une augmentation de capital qui sera supérieure à la limite minimum fixée ci-dessus. Celle-ci sera effective le 30 septembre 2010.*

46.2. En outre, le concessionnaire s'engage à obtenir de ses actionnaires qu'ils s'engagent à reconstituer immédiatement le capital social en cas de perte de plus de la moitié.

## **X. Sanctions**

➤ *Article 47 - Sanctions pécuniaires*

47.1. Dans les conditions prévues ci-dessous, faute pour le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par la présente convention, et sans préjudice des sanctions coercitives ou résolutoires applicables, des pénalités pourront lui être infligées par le concédant :

47.2. Exploitation du service :

En cas de retard dans l'entrée en fonctionnement du service, d'interruption générale ou partielle du service, de non-conformité de l'exploitation aux prescriptions techniques applicables, de non-respect des règles de sécurité, de négligence dans le renouvellement ou l'entretien des équipements et matériels, après une mise en demeure restée infructueuse en tout ou partie pendant 30 jours calendaires, le concessionnaire peut être redevable sur simple décision du concédant d'une indemnité forfaitaire égale à 200 € par jour calendaire à compter de la date de mise en demeure.

47.3. Production des comptes :

En cas de non-production des documents prévus aux articles 36 et suivants de la présente convention, et 30 jours calendaires après une mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 100 € par jour est appliquée à compter de la date de mise en demeure.

47.4. Le montant des pénalités arrêté par le concédant est prélevé sur le cautionnement.

47.5. En cas de mise en danger des personnes, l'indemnité est due à compter du jour de la constatation de l'infraction par le concédant, sans préjudice des poursuites pénales éventuellement ouvertes.

 P.C.

➤ *Article 48 - Mise en régie provisoire*

48.1. En cas de faute grave du concessionnaire, et notamment si la continuité du service n'est pas assurée en toutes circonstances, sauf en cas de force majeure, de destruction totale des ouvrages, de retard imputable au concédant ou de circonstances indépendantes de la volonté du concessionnaire, le concédant peut prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le service par les moyens qu'il juge bon.

48.2. Cette mise en régie provisoire sera précédée d'une mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 30 jours calendaires.

48.3. Le concédant peut alors prendre possession des matériels, approvisionnements, etc., et de tout le matériel nécessaire à l'exploitation.

➤ *Article 49 - Mesures d'urgence*

49.1. Outre les mesures prévues aux articles précédents, le concédant peut, en cas de carence grave du concessionnaire, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle qu'elle est définie à l'article 223-1 du Nouveau Code Pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire de l'exploitation.

49.2. Les conséquences financières de ces décisions sont à la charge du concessionnaire, sauf force majeure, destruction totale des ouvrages, retard imputable au concédant ou circonstances indépendantes de la volonté du concessionnaire.

➤ *Article 50 - Sanctions résolutoires*

50.1. En cas de manquement grave du concessionnaire à l'une quelconque des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention, présentant un caractère irréversible ou de manquement grave du concessionnaire à l'une quelconque des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention ayant fait l'objet d'une mise en demeure de réparer dans un délai de 60 jours calendaires et restée infructueuse, le concédant, nonobstant la mise en œuvre de dispositions des articles 47, 48 et 49 de la présente convention, a la faculté de résilier la concession aux torts et griefs du concessionnaire.

50.2. Dans le cas où à la date de la mise en demeure, le concessionnaire est encore redevable de remboursements d'emprunts ou d'intérêts auprès d'organismes financiers au titre du financement de l'ouvrage de la concession, le concédant informe ces organismes de l'émission de cette mise en demeure.

50.3. La résiliation de la concession ne fait pas obstacle à l'exercice de toutes actions civiles ou pénales contre le concessionnaire.

50.4. En cas de résiliation au titre du présent article, les suites seront mises par le concédant au compte du concessionnaire.



➤ *Article 51 - Règlement amiable des différends*

51.1. Si un différend survient entre le concessionnaire et le concédant, le concessionnaire expose dans un mémoire les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et/ou financière qui en résultent selon lui. Ce mémoire est transmis par lettre recommandée avec accusé de réception au concédant. Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, le concessionnaire doit exécuter fidèlement les directives émanant du concédant ou relevant de la présente convention.

51.2. Le concédant notifie au concessionnaire sa proposition pour le règlement du différend dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de réception du mémoire.

51.3. L'absence de proposition du concédant dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du concessionnaire.

51.4. Dans le cas où le concessionnaire ne s'estime pas satisfait de la décision du concédant, il doit dans un délai de 30 jours calendaires à compter de cette décision, qu'elle soit implicite ou explicite, saisir du différend une commission de conciliation composée de trois personnes.

51.5. A cet effet, le concessionnaire et le concédant disposent d'un délai de 30 jours calendaires pour nommer chacun un conciliateur. A défaut de nomination dans ce délai, le ou les conciliateurs sont nommés par le Président du tribunal administratif territorialement compétent à la requête de la partie la plus diligente. Les deux conciliateurs ainsi nommés désignent d'un commun accord dans un délai de 7 jours calendaires le président de la commission de conciliation. A défaut d'entente dans ce délai, le président de la commission de conciliation est nommé par le Président du tribunal administratif territorialement compétent.

51.6. La commission une fois constituée dispose d'un délai de 15 jours pour entendre les parties, requérir auprès d'elles toutes informations pertinentes et leur proposer une solution de règlement amiable de leur différend.


51.7. Dans le cas où dans un délai de 15 jours, cette proposition ne rencontrerait pas l'assentiment des parties ou dans le cas où, dans ce même délai, la commission de conciliation ne ferait pas de proposition, le différend serait alors soumis au tribunal administratif territorialement compétent à la requête de la partie la plus diligente.

## **XI. Fin de contrat**

➤ *Article 52 - Intuitu personae*

52.1. La présente convention ayant été conclue en considération des qualités et capacités des actionnaires majoritaires de la société, toute modification de la répartition du capital de la société ayant pour effet direct ou indirect de faire perdre le contrôle de la société par un ou plusieurs desdits actionnaires est subordonnée à l'accord préalable de l'ENPC.

52.2. Toute cession partielle ou totale de la concession, à quelque titre ou sous quelque modalité que ce soit, ne peut intervenir qu'après un accord préalable, exprès et écrit du concédant. Cet article ne s'applique pas en cas de modification du capital social du concessionnaire (augmentation, réduction du capital, modification, remplacement des associés et/ou nouveaux associés).

  
p.c.

20

15/02/2010  
Mis à jour le 26/04/2010  
Mis à jour le 28/07/2010  
Mis à jour le 03/08/2010 et le 30/08/2010

52.3. Le non-respect des dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article entraîne de plein droit la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 50.

➤ *Article 53 - Résiliation pour motif d'intérêt général*

53.1. Pour la préservation de l'intérêt général, le concédant peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention. Il en informe le concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La concession prend fin à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

53.2. Les biens et équipements d'exploitation font l'objet d'un retour immédiat au concédant, dans les conditions de l'article 57, sous réserve des paragraphes 3 et 4 du présent article.

53.3. Toutefois, le concessionnaire obtiendra une indemnité compensatrice égale à la valeur des travaux réalisés et non amortie. Cette somme sera versée par le concédant le jour de la remise des éléments constituant la concession.

53.4. Les matériels et mobiliers mis en place par le concessionnaire et nécessaires à l'exploitation seront rachetés par le concédant, pour un montant évalué à l'amiable ou à défaut d'accord, à dire d'expert.

➤ *Article 54 - Rachat*

54.1. Le présent contrat peut être résilié à compter de la 10<sup>ème</sup> année contractuelle, dans l'hypothèse où les nécessités d'adaptation du service rendraient le maintien du contrat incompatible avec l'intérêt du service public et ce 120 jours calendaires après une notification adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au concessionnaire.

54.2. Le concessionnaire peut alors prétendre à une indemnité égale à<sup>13</sup> :

— une somme égale à la valeur des investissements réalisés et financée par le concessionnaire, déduction faite des subventions reçues et affectées à ces investissements et des amortissements et des provisions pour dépréciation déjà réalisés et figurant au bilan.

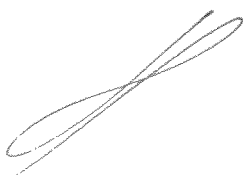
54.3. Le concessionnaire retient sur cette indemnité les sommes nécessaires à la remise en état des ouvrages, équipements et installations. Le concédant se substitue au concessionnaire pour l'ensemble de ses obligations à l'exception du remboursement des emprunts, et il est tenu à assurer la continuité du service jusqu'à ce qu'il soit statué sur sa poursuite.

➤ *Article 55 - Mise en demeure*

55.1. Toute mise en demeure contenue dans le cadre des présentes et de leurs suites doit être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception.

55.2. Tout délai relatif à la mise en demeure est décompté, sauf dispositions contraires, à partir de sa date de réception par le concessionnaire.

<sup>13</sup> Le présent article devra être adapté à chaque hypothèse.



P.C.



➤ *Article 56 - Domicile*

56.1. Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

56.2. Tout changement ne sera opposable à l'autre partie que quinze jours calendaires après réception d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception. En cas de changement de domiciliation du concessionnaire, et à défaut pour lui de l'avoir signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, Il est expressément convenu que toute délivrance sera valablement faite si elle l'a été au domicile susvisé.

➤ *Article 57 - Reprise en fin d'exploitation*

57.1. Le concédant, à l'expiration de la durée normale de la concession, entre immédiatement en possession des biens de retour — ouvrages, équipements, installations et matériels qui font partie de la concession telle qu'elle est définie aux articles 2 et 3 de la présente convention.

57.2. Le concédant à la faculté de racheter au concessionnaire les biens nécessaires à l'exploitation, financés par le concessionnaire mais ne faisant pas partie de la concession. La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable ou, à défaut, à dire d'expert, et payée au concessionnaire dans un délai de 120 jours calendaires à compter de l'expiration de la présente convention.

57.3. Tous les autres biens, non visés aux alinéas précédents, qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation, pourront être rachetés par le concédant après accord des parties.

La valeur des biens sera fixée à l'amiable ou, à défaut, à dire d'expert, et payée au concessionnaire dans un délai de 120 jours calendaires à compter de l'expiration de la présente convention.

➤ *Article 58 - Continuité du service en fin de contrat*

Pendant les 6 mois avant l'expiration de la présente convention, le concédant a la faculté de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la continuité du service en fin de contrat, en réduisant au maximum la gêne ainsi occasionnée pour le concessionnaire.

Fait à CHAHPS-SUD-MARNE  
Le 26/03/2010  
En 2 exemplaires

Pour l'ENPC

Philippe COURTIER  
Directeur de  
l'École nationale  
des ponts et chaussées

Pour le concessionnaire

SAS  
HYGIE SOLAIRE  
Immeuble "Le Kiaora"  
50-52, avenue Chanoine Cartellier  
69230 Saint Genis Laval

**Annexes à la présente concession :**

Annexe A : convention d'occupation du domaine public.

Annexe B : plan de financement.

Annexe C :

Annexe C1 : définition de la surface d'assiette de la concession.

Annexe C2 : liste des ouvrages et biens d'exploitation mis à disposition par le concédant au concessionnaire.

Annexe C3 : liste des ouvrages et équipements concédés.

Annexe C4 : cahier des prescriptions techniques, plans des ouvrages.

Annexe C5 : DCE Travaux TCE (CCAP, CCTP, pièces graphiques, calendrier etc.)

Annexe D : Échéancier de versement par le concédant de la part de réalisation des ouvrages dont le concessionnaire n'assure pas le financement.



23

D.C.

15/02/2010

Mis à jour le 26/04/2010

Mis à jour le 28/07/2010

Mis à jour le 03/08/2010 et le 30/08/2010

Document réalisé par

**TERRE.ECO**

24 bis bd de la Chantourne  
Immeuble le Président  
38706 LA TRONCHE

Tél. : 04.38.24.04.80  
Fax. : 04.76.18.02.76

[secretariat@terre-eco.com](mailto:secretariat@terre-eco.com)

**TERRE.ECO**

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Projet Descartes+**

**ANNEXE A**

**AU CONTRAT DE CONCESSION D'ÉTUDES, DE TRAVAUX, DE MAINTENANCE ET  
D'EXPLOITATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE EN COUVERTURE DU  
BÂTIMENT DESCARTES+ :**

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC)  
dont le siège situé 6-8 avenue Blaise Pascal - Cité Descartes Champ sur Marne  
77455 MARNE LA VALLEE CEDEX 2,  
représentée par monsieur Philippe Courtier, Directeur

Ci-après désigné ENPC

**ET :**

**D'UNE PART,**

La société SAS HYGIE SOLAIRE,  
au capital social de 37 000 €,  
dont le siège social est Immeuble LE KIAORA – 50-52 Av Chanoine Cartellier – 69230 – SAINT  
GENIS LAVAL, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de LYON ,  
sous le numéro 50385968800015  
Représentée par Monsieur Frédéric LACARELLE dûment mandaté aux fins des présentes,

Ci-après désignée la « SOCIETE »

**D'AUTRE PART,**



## **PRÉAMBULE**

### **IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIV :**

LA SOCIETE développe des études et des installations de production d'électricité à partir d'énergie solaire, et en assure la gestion/maintenance dans le cadre d'un contrat de concession.

L'ENPC est propriétaire d'un bâtiment. Le bâtiment concerné par l'installation est recouvert d'une toiture photovoltaïque d'une superficie totale d'environ 1250 m<sup>2</sup>.

La SOCIETE souhaite installer sur ces toitures un ensemble d'équipements photovoltaïques de production d'électricité à partir de l'énergie radiative du soleil (ci-après « l'Équipement ») destinés à être raccordés au réseau public de distribution d'électricité (ci-après « Réseau Public ») en vue de vendre à l'ACHETEUR (dont la raison sociale sera précisée ultérieurement) l'électricité ainsi produite conformément à l'arrêté du 12 janvier 2010 relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie radiative du soleil.

L'équipement aura une puissance de production de 165 000 kWh/an : il fait l'objet d'un contrat de concession auquel la présente convention d'occupation du domaine public est subordonnée : de ce fait, la présente convention a pour seul objet de compléter le contrat de concession sur des modalités particulières d'occupation du domaine public, les autres modalités (exploitation, maintenance, etc...) relèvent directement du contrat de concession sachant que l'installation photovoltaïque assurera également, sauf résultat contraire des procédures d'appel d'offres en cours, l'étanchéité du bâtiment.

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV :**

#### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

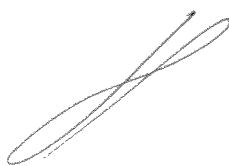
Par la présente convention, l'ENPC autorise, dans le cadre du régime des occupations temporaires du Domaine Public, la SOCIETE à occuper temporairement le Domaine Public correspondant à la superficie totale de ses toitures décrites dans l'annexe C1 du contrat de concession ainsi que les emplacements nécessaires au raccordement au réseau public des Equipements, tels qu'ils sont décrits en annexes C1, C2 et C3 du contrat de concession selon les conditions ci-après déterminées. Cette autorisation est accordée pour permettre à la SOCIETE d'installer et exploiter une centrale photovoltaïque raccordée au réseau ;  
Le dossier technique joint à la présente convention en annexe C4 du contrat de concession décrit les équipements et les performances attendues.

#### **1.1 - Localisation de l'occupation**

L'ENPC autorise la SOCIETE, à occuper temporairement aux fins et conditions décrites ci-après, la toiture de bâtiment Descartes+ et les locaux techniques nécessaires à l'exploitation/suivi de l'exploitation, ci-après désigné le « domaine public ».

#### **1.2 - Objet de l'occupation**

La SOCIETE occupera le Domaine public à usage de production d'électricité, à l'exclusion de tous autres usages.



P.C.

La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public est consentie aux fins d'installation par la SOCIETE sur le Domaine public de l'Équipement et de la réalisation des travaux et aménagements de son raccordement au Réseau Public, en vue de la vente par la SOCIETE de l'électricité produite par le dit équipement.

La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public porte également, comme élément accessoire indispensable, sur tout droit de passage, intérieur et extérieur, nécessaire au raccordement de l'Équipement au Réseau Public, le tout tel que décrit en Annexes C1 et C2. La SOCIETE s'interdit d'occuper ou d'encombrer même temporairement tout ou partie de l'ouvrage non compris dans la désignation figurant à l'article 1 ci-avant.

La SOCIETE déclare et reconnaît avoir pleine et entière connaissance de la situation et des dimensions du Domaine public et qu'après avoir examiné ses caractéristiques techniques, elle a estimé, sous sa responsabilité, que ledit Domaine public était apte à l'installation de l'Équipement et à la réalisation des travaux et aménagements de raccordement ainsi qu'à son exploitation, sans dommage pour le bâtiment, pour ses occupants et, plus généralement, pour tout tiers.

Dans tous les cas, la SOCIETE restera seule garante envers l'ENPC des obligations définies par la présente convention.

### **1.3 - Conditions d'occupation**

La SOCIETE est responsable de l'exploitation et du fonctionnement des installations dans les conditions fixées par le contrat de concession et ses annexes.

La SOCIETE s'engage à prendre toutes garanties nécessaires au respect de l'environnement.

L'ENPC pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle afin de vérifier notamment le respect des obligations de services, ainsi que les conditions d'occupation et d'utilisation du Domaine Public définies ci-après dans les articles 1.3.1 et 1.3.2.

#### **1.3.1. – Obligation de services**

Afin de compléter le contrat de concession (article 24), la présente convention d'occupation du domaine public fixe les obligations suivantes :

##### **1.3.1.1 – Ouverture / condition d'accessibilité**

En dehors des cas d'urgence nécessitant une intervention non programmée, les personnes intervenant sur le site devront respecter les horaires d'ouverture fixés par l'ENPC : ces horaires d'ouverture seront reportés sur le règlement intérieur. Ces horaires seront respectés par la société, en période de fonctionnement et de congés de l'ENPC.

- L'accès piétons est défini et reporté sur un plan masse format A4 dit « plan d'accès » joint au règlement intérieur.
- L'accès et le garage des véhicules est défini sur un plan masse format A4 dit « plan d'accès et de garage des véhicules » joint au règlement intérieur.
- Les aires de stockage dont pourrait éventuellement avoir besoin la SOCIETE seront définies au cas par cas : des propositions devront être soumises par la SOCIETE au directeur de l'ENPC et approuvées par lui avant toute intervention. Ces aires de stockage seront sécurisées et gardiennées si nécessaire.
- Les cheminements à l'intérieur du bâtiment et à l'accès à la toiture sont définis sur une série de plans A4 joints au règlement intérieur.

Nota : Le règlement intérieur doit être fourni par la société au concédant (ENPC) dans les conditions définies par l'article 27 du contrat de concession.

  
4  
P.C.

### 1.3.1.2 – Surveillance

La surveillance de l'installation relève de la stricte responsabilité de la SOCIETE. Les modalités de surveillance / contrôle de la production intégreront l'obligation d'équiper le site d'un affichage digital de la production instantanée et annuelle d'électricité photovoltaïque ainsi que l'affichage des tonnes de CO<sub>2</sub> évitées. La localisation de cet affichage sera définie en accord avec l'ENPC, de manière à être accessible à tout moment par le concédant (cf. partie 41.3 du contrat de concession).

### 1.3.1.3 – Tenue de service / carte d'accréditation

La liste du personnel doit être communiquée au concédant (conformément à l'article 5 du contrat de concession). Pour faciliter l'identification et le contrôle du personnel de la SOCIETE, celui-ci devra disposer d'une tenue de service comportant le logo de la SOCIETE (ou le logo de la société sous-traitante en cas de sous-traitance déclarée et agréée par le concédant). Le personnel de la SOCIETE (ou de ses sous-traitants) devra être porteur d'une carte d'accréditation munie d'une photo d'identité, dûment signée par la direction de l'ENPC et le directeur de la SOCIETE : elle comportera les dates de validité (début et fin d'accréditation).

La présence du personnel de la SOCIETE et/ou de ses sous-traitants agréés sera acceptée sur le domaine public à l'exclusion de tous autres locaux ou emplacements sur présentation de la carte d'accréditation.

### 1.3.1.4 – Politique de communication

Toute communication de la SOCIETE doit être soumise à l'agrément du concédant : toute forme de communication doit être gérée dans le cadre de la politique globale de communication de l'ENPC sur le bâtiment Descartes+ ; à ce titre, la SOCIETE doit communiquer tous les éléments susceptibles d'être mis en ligne sur le site internet de l'ENPC, à toutes fins que l'ENPC jugera utiles.

La SOCIETE s'engage également à participer activement à toutes politiques d'accompagnement pédagogique de ce projet que l'ENPC pourrait développer ; elle favorisera notamment l'accès aux données et aux résultats d'exploitation pour les élèves de l'ENPC ou d'autres écoles, pour les chercheurs, etc. ; la SOCIETE s'engage, sur demande de l'ENPC, à participer à des conférences ou à des présentations ainsi qu'à organiser d'éventuelles visites.

### 1.3.2. – Continuité de services

Voir article 25 du contrat de concession.

### 1.3.3. – Intervention urgente

En cas d'urgence nécessitant une intervention non programmée, la SOCIETE devra informer le directeur de l'ENPC par écrit (télécopie ou courriel) avant l'arrivée des intervenants sur le site. Dans tous les cas, les personnes intervenant devront justifier de leur appartenance à la SOCIETE ou justifier de leur qualité de sous-traitants dûment mandatés. A défaut, l'accès au site ne sera pas autorisé.

### 1.3.4. – Sécurité

En complément de toutes réglementations applicables dans le cadre de son activité, la SOCIETE devra satisfaire aux exigences actuelles et à venir, en matière de sécurité des personnes et d'établissement recevant du public.

Lors de l'exécution des travaux en site occupé, la SOCIETE devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des usagers de l'ENPC et s'adapter aux contraintes de fonctionnement de l'établissement.

L'organisation des travaux devra donc être adaptée à ce contexte (horaire des travaux, acheminement des matériaux, bruit, sécurité...).

## **ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public est consentie et acceptée pour une durée identique à celle de la concession.

## **ARTICLE 3 - RÉSILIATION**

La résiliation de la convention d'occupation du domaine public relève des mêmes modalités que celles du contrat de concession : de ce fait, la résiliation de la convention d'occupation du domaine public est simultanée avec celle du contrat de concession.

## **ARTICLE 4 - INFORMATION DE L'ENPC**

La SOCIETE s'engage à porter immédiatement à la connaissance de l'ENPC tout fait, quel qu'il soit, notamment toute usurpation ou dommage susceptible de porter préjudice au Domaine public et/ou aux droits de l'ENPC.

## **ARTICLE 5 - INTERVENTIONS DE L'ENPC**

L'ENPC peut apporter au Domaine public toutes les modifications temporaires nécessaires, sans que la SOCIETE puisse s'y opposer, notamment, en cas d'opérations de sécurité ou de préservation du patrimoine.

L'ENPC et la SOCIETE se rapprocheront pour établir ensemble les mesures à prendre pour limiter la gêne éventuelle sur l'exploitation.

La SOCIETE ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de l'ENPC pour les dommages ou la gêne causés à son occupation du domaine public par le fait de l'entretien du Domaine public.

## **ARTICLE 6 - AUTRES OBLIGATIONS DE LA SOCIETE**

La SOCIETE s'engage à faire son affaire personnelle de l'exploitation de l'EQUIPEMENT, de manière à ce que l'ENPC ne subisse aucun inconvénient et ne puisse être inquiété pour cette mise à disposition, pour quelque cause que ce soit.

## **ARTICLE 7 - SÉCURITÉ ET IMPACT DES INSTALLATIONS**

La SOCIETE devra satisfaire à toutes les obligations des établissements recevant du public. En particulier, elle ne devra rien faire dans les lieux occupés qui puisse nuire aux règles de sécurité applicables à un établissement recevant du public.

La SOCIETE devra tenir en collaboration avec le directeur de l'ENPC un registre de sécurité sur lequel seront reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier l'état nominatif du personnel chargé du service d'incendie ; les divers renseignements établis en cas d'incendie, les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles elles ont donné lieu.

En plus des visites effectuées par un ou plusieurs membres de la commission de sécurité, des visites inopinées pourront être faites pendant les heures d'ouverture par le commissaire de police et les officiers préventionnistes de la Direction Départementale d'incendie et de secours qui ont reçu délégation de la commission de sécurité pour effectuer ces contrôles.



La SOCIETE déclare bien connaître l'état des planchers et des toitures et s'interdit de dépasser la limite des charges qu'ils peuvent normalement supporter.

La SOCIETE devra prendre toutes dispositions en matière de protection contre les risques électriques et les surtensions d'origine atmosphérique, tant pour protéger ses propres équipements que pour éviter toute propagation depuis ses équipements vers ceux de l'ENPC.

La mise en place d'éventuels moyens de défense contre l'incendie nécessaire à la protection de ses équipements et des locaux que la SOCIETE utilise est à sa charge.

La mise en place, y compris de matérialisation des périmètres de sécurité et de restriction d'exposition est à la charge de La SOCIETE.

La SOCIETE précisera ces périmètres sur un plan et par un balisage de son choix, si les périmètres de sécurité sont physiquement accessibles au public et par un affichage permanent de proximité.

Si les installations deviennent dangereuses pour les usagers du service public d'enseignement pour quelques raisons que ce soit, l'ENPC se réserve le droit de sécuriser les installations aux frais de La SOCIETE.

Pendant toute la durée de la convention, la SOCIETE s'assurera que le fonctionnement de ses équipements sera toujours conforme à la réglementation et aux normes en vigueur notamment en matière de sécurité et de santé publique.

En cas de nécessité de mise en conformité des installations, la SOCIETE s'engage à réaliser à ses frais tous les travaux de mise en conformité éventuellement nécessaires, conformément au contrat de concession.

#### **ARTICLE 8 - DOMMAGES**

La SOCIETE est responsable à l'égard de l'ENPC comme à l'égard des tiers (qu'ils aient ou non un lien quelconque avec l'ENPC) de tout dommage imputable à l'Equipement de la SOCIETE, à sa mise en place, à sa présence ou à sa mise en œuvre. En cas de dommage au Domaine public occupé, la SOCIETE devra supporter tous les frais de réparation et toutes les conséquences dommageables qui pourraient affecter le bon fonctionnement des installations de l'ENPC.

La SOCIETE devra réparer immédiatement tout dommage causé au Domaine public.

#### **ARTICLE 9 - ENTREE EN OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

L'entrée en occupation du Domaine public interviendra à compter de la signature du contrat de concession dont la présente convention constitue une annexe obligatoire.

#### **ARTICLE 10 – CONTESTATIONS : CF. CONTRAT DE CONCESSION**

Toutes contestations sur la convention d'occupation du domaine public est régie par les règles du contrat de concession.

Pour l'ENPC

Philippe COURTIL  
Directeur de  
l'Ecole nationale  
des ponts et chaussées

Pour la SOCIETE

# ENPC - MARNE LA VALLEE

Option 1 : 168 720 Wc

Années	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
REVENUES VENTE EDF	-696 451	70 474	70 204	69 931	69 654	69 374	69 091	68 804	68 514	68 221	67 924	67 623	67 319	67 012	66 701	66 387	66 069	65 747	65 422	65 093	64 760
Charges externes de production	0	32 131	8 627	8 712	8 741	8 770	8 800	8 829	8 859	8 889	8 919	8 948	8 976	9 004	9 039	9 069	9 100	9 130	9 161	9 192	9 222
VALEUR AJOUTEE	0	38 343	61 522	61 219	60 913	60 604	60 291	59 975	59 655	59 332	59 005	58 675	58 341	58 003	57 662	57 317	56 969	56 617	56 261	55 901	55 537
Taxes et honoraires	0	2 551	3 069	3 060	3 051	3 042	3 032	3 023	3 014	3 004	2 994	2 985	2 975	2 965	2 954	2 944	2 934	2 923	2 912	2 901	2 890
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-696 451	35 792	58 453	58 159	57 862	57 562	57 259	56 952	56 641	56 328	56 011	55 690	55 366	55 039	54 708	54 373	54 035	53 694	53 348	53 000	52 647
TRI net sans participation client																					


Calcul du TRI avec participation ENPC

Montant de la participation de l'ENPC	170000
Cash flows sur 20 ans	-526 451 35 792 58 453 58 159 57 862 57 562 57 259 56 952 56 641 56 328 56 011 55 690 55 366 55 039 54 708 54 373 54 035 53 694 53 348 53 000 52 647
TRI net avec participation	8,20%

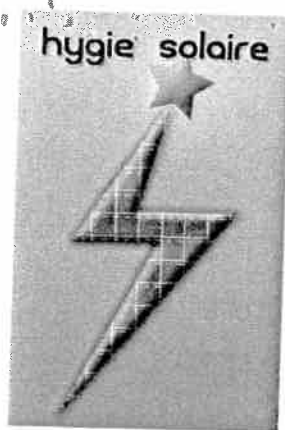
P.C.

## **ANNEXE C**

L'ensemble des éléments de cette annexe, ne pouvant être fourni à ce jour, sera remis à l'issue de la réception du bâtiment Descarte +.



B.C.



Immeuble Le KIAORA  
50, Avenue Chanoine  
Cartellier  
69230—Saint Genis  
Laval

Tél : 04.72.39.52.01  
Fax : 04.72.39.53.00  
Port : 06.03.84.19.19  
Mail: hygie.solaire@  
orange.fr

## ANNEXE D

### ECHEANCIER DE VERSEMENT PAR LE CONCEDANT DE LA PART DE REALISATION DES OUVRAGES DONT LE CONCES- SIONNAIRE N'ASSURE PAS LE FINANCMET

Montant agréé par les parties : 170 000 € H.T soit 203 320 € TTC

#### CONDITIONS DE PAIEMENT :

- 20 % à la commande par la société HYGIE SOLAIRE auprès de la société EVERBAT soit 34 000 € H.T
- 30 % à la livraison des modules photovoltaïques sur site, sur bon de livraison soit 51 000 € H.T
- 45 % sur situation mensuelle à trente jours à réception par la société HYGIE SOLAIRE de la facture de la société EVERBAT
- 5 % à la réception de l'installation à trente jours à réception par la société HYGIE SOLAIRE de la facture de la société EVERBAT

Application sur ces sommes de la TVA en cours. Actuellement 19,6 %

Pour l'ENPC

Philippe COURTIER  
Directeur de  
l'École nationale  
des ponts et chaussées

Pour le concessionnaire

S.A.S. au Capital de  
37.000 Euros

RCS Lyon 503 859 688  
TVA Fr 435 0385  
9688